

— het Openbaar Centrum voor maatschappelijk Welzijn van Waarschoot;

— het Openbaar Centrum voor maatschappelijk Welzijn van Wuustwezel.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

— le Centre public d'aide sociale de Waarschoot;

— le Centre public d'aide sociale de Wuustwezel.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 1335

[S - C - 29169]

22 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 février 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994, les mots "depuis moins de cinq ans" sont supprimés.

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par la disposition suivante :

" Si le quorum requis n'est pas atteint à la première délibération du jury, celui-ci délibère valablement à la seconde délibération lorsqu'au moins 25 % de ses membres sont présents."

Art. 3. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Il faut entendre par "examen", l'ensemble des épreuves d'une même année d'études et par "épreuve", l'opération de contrôle de connaissances pour une matière déterminée".

Art. 4. A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "à la première épreuve" sont remplacés par "au premier examen";

2° à l'alinéa 2, les mots "aux épreuves ultérieures" sont remplacés par "aux examens ultérieurs" et les mots "chaque épreuve antérieure" sont remplacés par "chaque examen antérieur".

Art. 5. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Nul n'est autorisé à s'inscrire à plus de quatre reprises aux épreuves d'un même examen du jury. Toutefois le Ministre ou son délégué peut, sur avis favorable du jury restreint, tel que défini à l'article 25, alinéa 2, autoriser exceptionnellement une inscription supplémentaire aux deux sessions d'une même année d'études, lorsque les circonstances invoquées le justifient."

Art. 6. A l'article 17, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "chacune des épreuves" sont remplacés par : "chacun des examens".

Art. 7. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 :

1° est modifié comme suit : au 5°, les mots "pour les candidats à un examen de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie," sont insérés avant les mots "l'indication du programme..."; au 7°, à l'alinéa 1er, les mots "à la première épreuve" sont remplacés par "au premier examen" et, à l'alinéa 2, les mots "épreuve(s)" sont remplacés par "examen(s)";

2° est complété par un 8° et un alinéa 2 rédigés comme suit :

"8° les pièces attestant que les stages requis ont été accomplis à l'expiration du délai fixé pour l'inscription.

Sauf cas de force majeure apprécié par le jury restreint visé à l'article 25, alinéa 2, les stages effectués pendant les vacances scolaires ne sont pas pris en considération pour l'application de l'alinéa 1er, 8°".

Art. 8. A l'article 21 du même arrêté, les mots "à un examen écrit ou à un examen oral" sont remplacés par : "à une épreuve écrite ou à une épreuve orale".

Art. 9. A l'article 22, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "les examens écrits" sont remplacés par : "les épreuves écrites".

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est remplacé par : "Les épreuves orales sont publiques".

Art. 11. L'article 26 du même arrêté est complété comme suit :

"Les candidats qui ne présentent pas toutes les épreuves lors d'une session sont ajournés ou refusés selon que les motifs invoqués par les intéressés sont ou non admis par le jury."

Art. 12. L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 28. § 1er. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou de plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, après avis de l'Inspection des Ecoles pour personnel infirmier et paramédical ou de l'Inspection de l'Enseignement supérieur, selon la nature des dispenses sollicitées.

§ 2. Le jury peut dispenser, pour la seconde session, le candidat ajourné à un des examens d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e) et d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) de représenter les épreuves réussies avec 60 % des points au moins, pour autant que celui-ci ait participé à l'ensemble des épreuves de la première session, sauf cas de force majeure apprécié par le jury, et ait obtenu 50 % des points à l'ensemble de ces épreuves.

Les candidats à un des examens de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie peuvent bénéficier des mêmes dispositions s'ils ont été ajournés par le jury de la Communauté française, à condition qu'ils présentent le même programme d'établissement.

§ 3. Le jury peut dispenser de certaines épreuves les candidats à un des examens d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e) et d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e), qui, ayant échoué au jury, s'y réinscrivent l'année suivante, pour y présenter la même année d'études, dans les limites et conditions énoncées ci-après :

1° le candidat doit avoir présenté au moins une session complète, sauf dispenses accordées pour certaines épreuves ou dérogation accordée par le jury dans certains cas exceptionnels de force majeure, et avoir obtenu au moins 50 % des points;

2° les notes obtenues pour les épreuves faisant l'objet d'une dispense doivent être égales au moins à 12/20;

3° l'importance des points attribués aux matières faisant l'objet d'une éventuelle dispense ne peut excéder le quart du total des points de l'examen.

Peuvent bénéficier des mêmes dispositions, définies à l'alinéa 1er, les candidats à un des examens de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie qui, ayant échoué, doivent présenter la même année d'études s'ils se réinscrivent au jury l'année suivante en présentant le même programme d'établissement."

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1996, sauf les articles 5, 7, 2°, alinéa 2 et 11 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1997.

Art. 14. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 - 1335

[C - 29169]

22 APRIL 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesithérapie, de arbeidstherapie of de logopedie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inz. art. 43;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13.5.1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesithérapie, de arbeidstherapie of de logopedie, gewijzigd bij dat van 21.4.1994;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 6 februari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, dd. 19 februari 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. In art. 3, § 2 1e lid, van voormeld besluit van 13.5.1991 vervallen de woorden « sinds minder van 5 jaar ».

Art. 2. Art. 7, 2e lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Als het vereiste quorum niet bereikt wordt bij de eerste deliberatie van de examencommissie, dan beraadslaagt deze geldig als bij de 2e deliberatie ten minstens 25 % van haar leden aanwezig zijn. »

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 2e lid :

« Onder examen verstaat men alle examengedeelten van één studiejaar en onder examengedeelte het controleren van de kennis van een bepaald vak. »

Art. 4. Art. 12 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het 1e lid wordt « tot het eerste examengedeelte » vervangen door « tot het eerste examen » ;
2° in het 2e lid wordt « tot de latere examengedeelten » vervangen door « tot de latere examens » en « elk vroeger examengedeelte » door « elk vroeger examen ».

Art. 5. Art. 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Niemand mag zich meer dan viermaal inschrijven voor de gedeelten van één examen van de examencommissie. De Minister of zijn gemachtigde kan echter, op gunstig advies van de beperkte commissie, bedoeld in art. 25, 2e lid, uitzonderlijk een bijkomende inschrijving toelaten voor de 2 zittijden van één studiejaar, wanneer de aangevoerde omstandigheden zulks wettigen. »

Art. 6. In art. 17, 2e lid van hetzelfde besluit wordt « per examengedeelte » vervangen door « per examen ».

Art. 7. Art. 18 van hetzelfde besluit

1° wordt gewijzigd als volgt :

- in 5° worden voor « het programma » de woorden « voor de examinandi voor een examen van gegradueerde in de kinesitherapie, de arbeidstherapie of de logopedie » ingevoegd;

- in 7°, 1e lid wordt « voor het eerste examengedeelte » vervangen door « voor het eerste examen » en in het 2e lid wordt « examengedeelten » vervangen door « examens ».

2° wordt aangevuld met een 8° en een 2e lid :

« 8° de stukken waaruit blijkt dat de vereiste stages volbracht waren na afloop van de inschrijvingstermijn. Behoudens overmacht waarover de in art. 25, 2e lid, bedoelde beperkte commissie oordeelt, tellen de stages tijdens de schoolvakantie niet mee voor de toepassing van het 1e lid, 8° ».

Art. 8. In art. 21 van hetzelfde besluit wordt « examen » vervangen door « examengedeelte ».

Art. 9. In art. 22, 1e lid van hetzelfde besluit wordt « examen » vervangen door « examengedeelte ».

Art. 10. Art. 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door « Het mondeling examengedeelte wordt in het openbaar afgenomen ».

Art. 11. Art. 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Examinandi die tijdens een zittijd niet alle examengedeelten afgelegd hebben, worden door de commissie verdaagd of afgewezen, naargelang de aangevoerde redenen al dan niet door de examencommissie aanvaard zijn. »

Art. 12. Art. 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. Aan de examinandus die in België of in het buitenland geslaagd is voor één of meer jaren hoger onderwijs, kan de voor het hoger onderwijs bevoegde Minister vrijstelling verlenen van examengedeelten, na advies van de inspectie van de scholen voor verplegend en paramedisch personeel of van de inspectie vna het hoger onderwijs, volgens de gevraagde vrijstelling.

§ 2. Voor de 2e zittijd kan de examencommissie vrijstelling verlenen aan een examinandus, verdaagd voor een examen van vroedvrouw of gespecialiseerde gegradueerde verpleger of verpleegster, voor de examengedeelten waarvoor hij ten minste 60% van de punten behaald heeft, mits hij alle examengedeelten van de 1e zittijd heeft afgelegd, behoudens overmacht waarover de examencommissie oordeelt, en 50% voor het geheel van die examengedeelten.

De examinandi voor een examen van gegradueerde in de kinesitherapie, de arbeidstherapie of de logopedie kunnen dezelfde vrijstelling bekomen als zij verdaagd werden door de examencommissie van de Franse Gemeenschap, mits zij hetzelfde programma van een inrichting voorleggen.

§ 3. De examencommissie kan vrijstelling verlenen, voor bepaalde examengedeelten, aan examinandi voor een examen van vroedvrouw of gespecialiseerde gegradueerde verpleger of verpleegster, die voor de examencommissie niet geslaagd zijn, mits zij over hetzelfde studiejaar examen afleggen, rekening houdend met volgende bepalingen en voorwaarden :

1° de examinandus moet ten minste een volledige zittijd afgelegd hebben, behoudens vrijstelling van examengedeelten of afwijking, door de examencommissie verleend wegens overmacht, en ten minste 50 % van de punten behaald hebben;

2° hij moet voor de examengedeelten waarvan hij vrijgesteld is, ten minste 12 punten op 20 behaald hebben;

3° de punten voor de vakken waarvoor een vrijstelling geldt, mogen niet meer bedragen dan 1/4 van het totaal van de punten voor het examen

De in het 1e lid bedoelde vrijstelling kan ook verleend worden voor een examen van gegradueerde in de kinesitherapie, de arbeidstherapie of de logopedie aan examinandi die gezakt zijn en over hetzelfde studiejaar examen moeten afleggen, als zij zich bij de examencommissie het volgende jaar opnieuw inschrijven, met hetzelfde programma van een inrichting ».

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 mei 1996, behalve de art. 5, 7, 2°, 2e lid, en 11 die van kracht worden vanaf 1 januari 1997.

Art. 14. De Minister bevoegd inzake Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 1996

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE